

**Convention collective**

IDCC : 9791. – **EXPLOITATIONS AGRICOLES DE POLYCLTURE,  
D'ÉLEVAGES SPÉCIALISÉS OU NON,  
CUMA ET EXPLOITATIONS DE CULTURES SPÉCIALISÉES  
(DEUX-SÈVRES)  
(8 novembre 2002)**

(Etendue par arrêté du 1<sup>er</sup> avril 2004  
*Journal officiel* du 14 avril 2004)

**AVENANT N° 15 DU 6 JUILLET 2009**

NOR : *AGRS0997168M*  
IDCC : 9791

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles des  
Deux-Sèvres ;

La fédération départementale des CUMA des Deux-Sèvres ;

Le syndicat horticole de la région Poitou-Charentes,

D'une part, et

L'UD CFDT des Deux-Sèvres ;

L'UD CGT des Deux-Sèvres ;

L'UD CGT-FO des Deux-Sèvres ;

L'UD CFTC des Deux-Sèvres,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Les modalités de mise en œuvre du régime de prévoyance institué au  
titre XIV de la convention collective sont modifiées ainsi qu'il suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'article 67 est modifié comme suit :

« 3.2. Incapacité (2<sup>e</sup> période).

Durée d'indemnisation.

A l'expiration des droits résultant du paragraphe 3.1 jusqu'à la reprise du  
travail et au plus tard jusqu'au 1 095<sup>e</sup> jour d'arrêt de travail.

Taux : 80 % du salaire journalier retenu pour le calcul des indemnités journalières légales.

3.3. Invalidité ou rente d'incapacité permanente au titre de la législation sur les accidents du travail.

Conditions d'ouverture du droit.

Invalidité : à compter de la date de reconnaissance de l'état d'invalidité par la CMSA.

Rente d'incapacité permanente : à compter de la fixation par la CMSA du taux d'incapacité, dès lors que ce taux est supérieur à 66,66 %.

Taux d'indemnisation : 80 % de la base retenue par la CMSA pour les prestations légales.

4.2. Répartition des taux.

Le taux global des cotisations destinées au financement des prestations définies au paragraphe 3 est de 1,50 % à raison de :

- 50 % pour les employeurs ;
- 50 % pour les salariés,

soit une cotisation de 0,75 % pour chacune des parties.

La fraction de cotisation destinée à la couverture :

- d'une part, de la garantie résultant de l'extension à l'agriculture de l'accord interprofessionnel du 10 décembre 1977 relatif à la mensualisation en cas de maladie ;
- d'autre part, de l'intégralité des risques accidents du travail,

est à la charge exclusive de l'employeur.

Ce taux global inclut également le financement des prestations servies au titre du décès, qui représente un taux de :

- 0,26 %, pour les employeurs ;
- 0,02 %, pour les salariés.

Ces taux s'appliquent au 1<sup>er</sup> juillet 2009. »

Le reste sans changement.

## **Article 2**

Le présent avenant prend effet à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2009.

## **Article 3**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Niort, le 6 juillet 2009.

(Suivent les signatures.)